



Le patron va nous proposer comme chaque année de se goinfrer sur notre dos...

Mercredi aura lieu la 1^{ère} réunion sur les salaires. Les syndicats sont invités à donner leur avis, leurs revendications à Paris.

La CGT défendra les 300 euros d'augmentation pour tous.

Dans l'atelier certains salariés nous disent que c'est « trop », pas réaliste, qu'il faut demander moins. Alors pourquoi défendons-nous cette revendication ?

D'abord parce que la famille Peugeot et les actionnaires sont riches à milliards.

Il suffirait de prendre qu'une partie des bénéfices de 2015 pour satisfaire les 55 000 salariés de PSA. Si on augmentait tous nos salaires de 300 euros, il resterait encore sur les 570 millions de bénéfices du 1^{er} semestre, plus de la moitié des bénéfices à verser aux actionnaires. Et pourtant les actionnaires sont beaucoup moins nombreux que nous. En plus, il leur resterait les bénéfices du 2nd semestre. Ce sont des bénéfices nets, les salaires des PDG comme Tavares (7 500 € par jour) ont déjà été payés.

Ce n'est pas l'usine qui est au bord du gouffre, comme le répètent à longueur de journée ceux qui veulent nous tuer au travail. Ceux qui vont mal, c'est nous, avec nos bas salaires.

Sans nous, pas de bagnoles, alors il est légitime de demander notre dû.

Notre travail rapporte aux patrons, il faut qu'il nous rapporte d'abord.

Pourquoi 300 € ?

Parce qu'en France, les salaires baissent depuis 1982. A l'époque les salaires ont commencé à être bloqués : ils n'augmentent plus automatiquement avec la hausse des prix. Et cela dure jusqu'à maintenant. Il y a de plus en plus de bas salaires. Ici même dans l'usine, les derniers embauchés et tous les intérimaires ne touchent parfois qu'à peine le smic.

En France, il y a deux fois plus de smicards qu'il y a 20 ans. Et les grands groupes, les plus riches en ont fait un cheval de bataille : « *il faut baisser le cout du travail, baisser les salaires pour rendre les usines compétitives* ». On entend ce discours à longueur de journée.

Mais pour nous, **nos salaires doivent être mobiles comme les prix. Mais pas vers le bas, puisque les prix vont vers le haut. D'autant que ce sont les patrons avec leur économie qui fixent les prix. Ils prennent la responsabilité d'augmenter les prix : ils doivent alors nous augmenter en conséquence.**

Des collègues nous disent que 300 € c'est trop, que le patron ne les donnera jamais !

300 €, ce n'est pas un plus. C'est juste un rattrapage de ce qu'ils nous doivent, de ce qu'ils ne nous ont pas versé depuis des années.

Et autant dire que l'addition se creuse d'année en année.

D'autres syndicats vont demander, « plus raisonnablement », comme ils le font chaque année, des petits pourcentages. Ces pourcentages sont petits, parfois dérisoires, et pourtant le patron ne les lâche pas pour autant.

Que ce soit 2% ou 300 €, le patron ne veut pas lâcher pour l'instant ! C'est une affaire d'argent, mais aussi de rapport de force. Pourquoi lâcherait-il quelque chose, que les salariés sont encore trop peu nombreux à défendre ?

Pour certains peut-être, défendre les augmentations de salaire, c'est fermer l'usine.

Pourtant depuis 1982, les salaires ont été bloqués, il y a maintenant 40% de salariés en France qui touchent seulement 1,3 smic. Est-ce que cela a empêché les fermetures ? Au contraire, il y a maintenant plus de 6 millions de chômeurs. Mais en baissant les salaires, en licenciant, les patrons nous mettent en concurrence. Et plus nous sommes en concurrence, et plus ils baissent nos salaires, et plus ils suppriment des postes.

Défendre nos salaires, revendiquer une augmentation, c'est aussi mettre des limites à la voracité de ceux qui nous dirigent.

**ALORS POUR VIVRE MIEUX, IL VA FALLOIR
ALLER CHERCHER CE QUI NOUS MANQUE**

**DISCUTONS-EN ENTRE NOUS,
RENFORÇONS-NOUS DANS LES ATELIERS**